

Idées

Paul Clavier : “L’argent doit être un lien, pas un bien !”

Publié le 05/06/2020 à 15h04 Interview Laurence Desjoyaux



wakila/iStock

Dans *Par ici la monnaie ! Petite métaphysique du fric* (Cerf), le philosophe Paul Clavier s’interroge sur le rôle de la monnaie et notre rapport à l’argent. Alors que nous en avons fait un bien en lui-même, que nous voulons faire fructifier à tout prix, il nous invite à lui rendre sa mission première d’outil d’échange de biens et de services.

Dans votre livre, vous prenez d’emblée le parti de ne pas accuser « la finance » mais d’inviter à l’examen de conscience. Pourquoi ?

L’esprit d’accusation sert souvent à se donner bonne conscience : on pointe du doigt le coupable, qu’on charge de tous les maux, sans se remettre en cause. À quoi bon accuser « la finance » ? Mais c’est nous aussi, la finance ! Notre mode de consommation, notre gestion de l’épargne, notre exigence de rendement monétaire coûte que coûte, notre peu d’enthousiasme pour des placements vraiment respectueux du travail humain et des ressources de la planète... Cessons de regarder la paille dans l’œil du financier et essayons de bouger la poutre qui obstrue notre regard sur l’argent.

Qu’est-ce qui ne va pas avec l’argent aujourd’hui ?

Chacun est conscient que nos choix sanitaires, écologiques, sociaux sont arbitrés par la gestion des déficits publics et privés. L'argent décide de tout, alors que, par destination, l'argent ne devrait être qu'un moyen d'échange des services et des biens réellement utiles. L'argent est un lien, indispensable dans toute économie qui dépasse l'autosubsistance, mais ce n'est pas un bien. Je n'ai pas dit : « l'argent ce n'est pas bien » ! Simplement, ce n'est pas un bien, ni une fin en soi : c'est un moyen. Machiavel l'avait bien vu : « *L'homme ne croit s'assurer de ce qu'il possède qu'en acquérant davantage.* » Sous prétexte de sécurité financière, nous réclamons toujours davantage de moyens, et nous perdons de vue la finalités de l'activité économique.

La monnaie, ce n'est rien d'autre que de la dette. Et que par conséquent, il faut retrouver qui doit vraiment quoi à qui.

Aujourd'hui la monnaie se crée principalement par l'effet multiplicateur du crédit. Le crédit est-il mauvais en soi ? Ne permet-il pas de créer, d'entreprendre ?

La monnaie, c'est comme un iceberg : la partie émergée est à peu près claire, c'est la monnaie fiduciaire. Ça se complique quand on plonge dans les eaux de la monnaie scripturale : les instruments financiers au comptant, à terme, et tous les contrats dérivés qui se greffent dessus... La monnaie est protéiforme. Mais quelle est sa vraie nature ? À quoi doit-elle servir ? Pour le savoir, il n'est pas superflu d'interroger la véritable nature de notre besoin d'argent. C'est ce que je propose dans cette « petite métaphysique du fric » (c'est le sous-titre du livre). On y découvre que la monnaie, ce n'est rien d'autre que de la dette. Et que par conséquent, il faut retrouver qui doit vraiment quoi à qui.

À partir de quel moment perd-on ce lien entre celui qui prête et celui qui emprunte ? Comment le crédit se transforme-t-il finalement en une économie parallèle ?

Il y a une réponse technique compliquée : elle dépend des montages subtils de l'ingénierie financière. Il y a une réponse de principe : c'est à partir du moment où la couverture des risques de change ou des risques de crédits devient une industrie en soi. Autrement dit, à partir du moment où l'argent devient un bien, au lieu d'être un lien entre débiteur et créancier. La relation créancier/emprunteur, pour rester responsabilisante, ne doit pas devenir un produit qui s'échange et se négocie à tous les vents de conjoncture. Ce n'est pas le crédit qui est mauvais. C'est la délocalisation du crédit qui le déconnecte des besoins humains et des tâches humanisantes.

Cette dénonciation de la « titrisation », c'est-à-dire le rachat et de l'échange d'une dette par des tiers, a déjà été faite, notamment depuis la crise de 2009...

La titrisation de dettes, ce n'est pas nouveau. Dès le XVIII^e siècle, un billet à ordre ou une lettre de change pouvait être remis en circulation, et endossé par un tiers, moyennant un taux d'escompte. L'acquéreur de la dette se substituait donc au créancier, qu'il remboursait par anticipation, mais à moindre coût. De nos jours, cette créance délocalisée peut être extraite de la comptabilité de l'établissement bancaire, lequel peut continuer à émettre, de façon plus ou moins responsable, d'autres créances. Cette fuite en avant peut-elle être régulée ? Tant que les signes monétaires sont considérés comme des avoirs, des biens de propriété, il sera difficile d'empêcher le contournement des règlementations les plus drastiques. Beaucoup d'économistes réclament une reprise du contrôle de la monnaie à coup de taxes sur les opérations financières. C'est sous-estimer l'ingéniosité des marchés. Il nous faut d'abord reprendre conscience de la vraie nature de l'argent. La conversion monétaire dont nous avons besoin, c'est une conversion mentale, mais très concrète. Concrète, car elle régit nos comportements de consommation et d'épargne.

Il nous faut d'abord reprendre conscience de la vraie nature de l'argent. La conversion monétaire dont nous avons besoin, c'est une conversion mentale.

Quelle devrait être la posture de celui qui prête ?

La posture parfaite serait : « Prêtez sans rien attendre en retour ». Sans aller jusque là, le prêteur équitable est celui qui, disposant de plus d'épargne que nécessaire pour ses besoins, se fait l'associé du débiteur. Si l'entreprise à laquelle il s'associe prospère, il peut naturellement en bénéficier (mais pas en actionnaire tyrannique qui réclamant des dividendes toujours plus élevés). Si l'entreprise connaît des pertes, il doit lui aussi en être pour ses frais. Il n'y a aucun titre à réclamer que l'argent que je n'utilise pas me rapporte quelque chose... Cette épargne solidaire existe, je l'ai rencontrée, notamment en la personne de Marc-Henri Stroh, fondateur d'Oïko-crédit, aujourd'hui première ONG mondiale de micro-crédit.

L'épidémie de coronavirus a complètement changé la donne sur l'endettement en Europe et fait sauter la règle des 3%. Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

Cela signifie que l'Europe commence à se libérer du dogme selon lequel toute dette est honteuse. Il est parfaitement légitime de remettre l'indispensable création monétaire au service des réalités économiques. Autant dire que la BCE a du pain sur la planche (à billets). À nous tous de ne pas la savonner. Évidemment, il y a le spectre de l'hyperinflation de l'entre-deux guerres et de l'inflation due aux chocs pétroliers. Pour conjurer ce spectre, il faut veiller à ce que l'émission de monnaie reste proportionnée aux volumes de biens produits et de services échangés, au lieu d'être captée au gré des intérêts des fonds privés d'investissements.

Il y a aujourd'hui un débat au sujet de l'annulation possible de la dette. Est-ce un simple jeu d'écriture qui ne change rien ou bien, au contraire, une occasion de remettre les compteurs à zéro ? Vous donnez notamment de l'économie chabbatique...

C'est une intuition assez remarquable, qui permet d'ailleurs de couper court aux odieux amalgames sur la « finance juive ». Dans l'institution du Jubilé, les Hébreux prévoyaient la remise périodique des dettes, tous les sept ans, lors d'une année de rémission, la *shmitta*. Et tous les 50 ans, c'est-à-dire toutes les sept fois sept ans, le Jubel, ou Grand Jubilé, prévoyait la redistribution des terres (ou des moyens de production). Autrement dit, vous étiez incité à tirer parti de ce que vous receviez, à développer votre activité, sans pour autant vous laisser tenter par un rêve d'empire économique indestructible. Inutile de songer à bâtir des entrepôts à l'abri desquels vous couleriez des jours solitaires dans l'abondance en oubliant vos frères humains.

Simone Weil nous invite à « déconsidérer » l'argent, et suggère de « garder la monnaie comme comptable, mais de l'éliminer comme juge et bourreau ».

Cette vision de l'argent, non plus comme une propriété mais comme un « commun », est-elle vraiment possible ?

Je consacre un chapitre entier à Simone Weil qui nous invite à « déconsidérer » l'argent, et suggère de « garder la monnaie comme comptable, mais de l'éliminer comme juge et bourreau ». Gaël Giraud, lui, préconise que la monnaie soit gérée comme une ressource commune dont l'utilisateur est responsable, mais pas propriétaire. Cette ressource a bel et bien un usage privé (l'argent qui est dans ma poche ou sur mon compte n'est pas le vôtre) mais pas exclusif. Un peu comme l'eau dans un système d'irrigation agricole. Chaque parcelle reçoit et utilise une portion, au détriment des autres, mais l'ensemble est géré en commun. De même la monnaie peut être une ressource gérée en commun, même si elle est consommée individuellement. Le rôle du système financier est justement d'allouer la monnaie en fonction de besoins réels de chacun et des intérêts de la collectivité, et non d'en faire un simple bien dans le commerce, soumis à la seule loi du marché.

Inutile de crier à l'utopie ! Le succès des monnaies sociales, ou même la pratique déjà répandue des chèques-repas et des chèques-vacances le montre. Ils rendent à la monnaie sa vraie vocation, qui n'est pas

de construire des bulles en forme de pyramide, mais de mettre en rapport des besoins et des ressources. L'argent ce n'est pas comme le vent : notre responsabilité est de savoir d'où il vient et où il va. Alors l'argent n'asservit plus et peut servir le bien commun.

À lire :

Par ici la monnaie ! Petite métaphysique du fric

de Paul Clavier

Cerf, 14€